

N° 23
Septembre 2022

Info rapide

Les infractions associées aux mis en cause pour usage et trafic de stupéfiants entre 2016 et 2021

Sur la période 2016-2021, 12 % des mis en cause pour trafic ou usage de stupéfiants ont également commis d'autres crimes ou délits. Cela concerne davantage les mis en cause pour trafic (18 %) que les mis en cause pour usage (11 %). Ces infractions associées sont différentes pour les mis en cause d'usage et de trafic de stupéfiants. Entre 2016 et 2021, 28 % des mis en cause pour usage de stupéfiants avec des infractions associées ont également commis une infraction relative à la législation sur les armes. Ces derniers sont plus souvent des hommes que l'ensemble des mis en cause pour usage. Parmi les mis en cause pour trafic avec des infractions associées, 25 % ont aussi commis des infractions liées à la participation à une association de malfaiteurs. Ces derniers sont plus âgés que l'ensemble des mis en cause pour trafic.

Entre 2020 et 2021, la part des mis en cause avec des infractions associées hors législation sur les stupéfiants diminue pour les personnes interpellées pour usage (-2 points), à la suite de l'introduction des amendes forfaitaires délictuelles pour usage de stupéfiants, et augmente pour celles interpellées pour trafic (+3 points), principalement sous l'effet des infractions d'entrave au fonctionnement de la justice.

Au sein d'une même procédure, les mis en cause pour des infractions relatives à la législation sur les stupéfiants (ILS) peuvent également être interpellés pour d'autres crimes et délits : c'est le cas de 12 % d'entre eux sur la période 2016-2021. Par exemple, les mis en cause pour usage de stupéfiants sont aussi fréquemment interpellés pour port sans motif légitime d'arme blanche ou incapacitante de catégorie D (16 %).

Des infractions associées différentes pour les mis en cause pour usage et pour trafic de stupéfiants

Les mis en cause pour trafic de stupéfiants sont plus fréquemment associés à d'autres infractions que les mis en cause pour usage : 18 % des mis en cause pour trafic de stupéfiants et 11 % des mis en cause pour usage de stupéfiants ont également commis d'autres infractions que des ILS (*figure 1*). Seules les infractions en dehors des ILS sont ici considérées comme des infractions associées : une infraction d'usage ne sera pas considérée comme une infraction associée à un mis en cause pour trafic.

Les infractions associées aux mis en cause pour usage ou trafic de stupéfiants sont regroupées par nature suivant les postes de la nomenclature française des infractions¹ (NFI). Les infractions associées concernent les crimes et délits, hors délits routiers et contraventions, enregistrés par la police et la gendarmerie nationales. Seuls les groupes d'infractions les plus prépondérants sont analysés : pour 86 % des mis en cause pour usage, les infractions associées sont regroupées dans 10 groupes de la NFI sur 148 groupes et dans 11 groupes pour 87 % de ceux mis en cause pour trafic de stupéfiants.

Un certain nombre des infractions associées aux mis en cause pour usage ou trafic de stupéfiants sont liées à l'interpellation, comme la rébellion ou l'entrave au fonctionnement de la justice, et constituent donc une conséquence de l'infraction à la législation sur les stupéfiants. Ce n'est pas le cas d'autres infractions, comme les violences ou les infractions à la législation sur les armes et les explosifs, qui peuvent être à l'origine de l'interpellation du mis en cause ou être relevées à la suite d'une interpellation pour ILS. Les infractions associées ne sont pas forcément toutes commises au même moment.

¹ Pour en savoir plus, consulter la rubrique « [La mesure statistique de la délinquance](#) » sur le site Interstats.

Les actes relevant de la fraude, de la tromperie et de la corruption, les atteintes à l'ordre public et à l'autorité de l'État et les atteintes à la sécurité publique et à la sûreté de l'État sont proportionnellement plus souvent commis par des mis en cause relatifs à la législation sur les stupéfiants que par les autres mis en cause (respectivement 20, 25 et 34 % contre 12, 14 et 5 %). Pour 28 % des mis en cause pour usage et 20 % des mis en cause pour trafic de stupéfiants, les infractions associées concernent l'acquisition, la détention, le port ou le transport d'armes ou d'explosifs. Cependant, il ne s'agit pas du même type d'armes selon le type d'ILS : pour les mis en cause pour usage, il s'agit d'armes de catégorie D alors qu'il s'agit d'armes de catégories A, B ou C, plus dangereuses, dans la moitié des cas pour les mis en cause pour trafic. Ces infractions sont largement surreprésentées chez les mis en cause relatifs à la législation sur les stupéfiants par rapport au reste des mis en cause (4 %).

Le trafic de stupéfiants fait partie de ce qui est communément appelé la criminalité organisée. Les groupes criminels s'organisent en réseaux, c'est pourquoi les infractions relevant de la participation à une association de malfaiteurs sont fréquentes. Elles représentent un quart des infractions associées aux mis en cause pour trafic.

Les infractions de recel et de blanchiment ne sont pas des infractions à la législation sur les stupéfiants au sens strict. Cependant, elles peuvent y être liées, soit par l'intermédiaire d'un individu également mis en cause pour une ILS, soit par des natures d'infractions de recel et de blanchiment spécifiques aux stupéfiants. Ces mis en cause liés d'une façon ou d'une autre aux stupéfiants représentent 9 % de l'ensemble des mis en cause pour recel ou blanchiment. Parmi les mis en cause pour une infraction de recel ou blanchiment spécifique aux stupéfiants, deux mis en cause sur cinq n'ont pas commis d'ILS. Ces derniers ne seraient alors impliqués que sur l'aspect financier du trafic. Dans ce cas, ces mis en cause ne sont pas compris dans le champ des ILS mais dans le champ de la délinquance économique et financière.

Le recel est plus fréquemment associé aux mis en cause pour usage de stupéfiants (16 % de ceux ayant une infraction associée) alors que le blanchiment s'observe plutôt chez les mis en cause pour trafic (7 %). Le recel est le fait de dissimuler, détenir ou transmettre une chose, en sachant qu'elle provient d'une infraction. C'est une infraction qui ne nécessite pas d'organisation particulière contrairement au blanchiment, qui est un processus servant à dissimuler la provenance criminelle de capitaux, et qui s'appuie sur une organisation complexe.

Parmi les atteintes à l'ordre public et à l'autorité de l'État, les outrages à personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée de mission de service public sont plus fréquentes chez les mis en cause pour usage que pour trafic (respectivement 8 % et 3 %).

1 Groupes d'infractions (hors ILS) commises par les mis en cause pour trafic et usage de stupéfiants

Groupes de la NFI		Mis en cause pour usage de stupéfiants	Mis en cause pour trafic de stupéfiants	Mis en cause hors infraction à la législation sur les stupéfiants
Part des mis en cause ayant une infraction hors ILS		11%	18%	100%
02.A2	Violences	14%	7%	24%
02.A3	Rébellion	10%	8%	< 3%
02.A4	Menaces	5%	< 3%	7%
05.A1	Cambriolage	< 3%	< 3%	3%
05.A2	Autres vols sans violence	11%	3%	20%
05.C2	Destructions ou dégradations de biens privés	4%	< 3%	5%
07.C6	Non-justification de ressources	< 3%	4%	< 3%
07.A1	Escroquerie	< 3%	< 3%	4%
07.D1	Blanchiment	< 3%	7%	< 3%
07.D2	Recel	16%	10%	5%
08.A4	Outrage à personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée de mission de service public	8%	3%	4%
08.H1	Entrave au fonctionnement de la justice (ex : refus de déverrouiller un appareil électronique)	4%	9%	< 3%
08.H9	Autres atteintes à l'autorité de la justice (ex : remises ou sorties irrégulières d'objet de détenu)	8%	9%	< 3%
09.A1	Acquisition, détention, port ou transport d'armes ou d'explosifs	28%	20%	4%
09.E	Participation à une association de malfaiteurs	< 3%	25%	< 3%
Part des mis en cause couverts par ces catégories*		86%	87%	67%

Note : les infractions associées aux mis en cause pour usage ou trafic de stupéfiants sont regroupées par nature suivant les postes de la nomenclature française des infractions (NFI). Un même mis en cause peut avoir commis des infractions liées à plusieurs groupes, la somme des lignes est donc supérieure à 100 %. Le nombre de mis en cause ayant au moins une infraction du groupe est rapporté au nombre total de mis en cause ayant une infraction associée. Seuls les groupes de la NFI rassemblant plus de 3 % des mis en cause sont présentés. Les actes entraînant ou visant à entraîner la mort (0,4 %) n'y figurent donc pas.

* Les groupes < 3 % ne sont pas pris en compte. Cela signifie que les infractions associées de 86 % des mis en cause pour usage de stupéfiants ayant une infraction associée hors ILS appartiennent à l'un des 10 groupes supérieurs au seuil des 3 % pour l'usage.

Lecture : entre 2016 et 2021, 28 % des mis en cause pour usage de stupéfiants et ayant au moins une autre infraction hors ILS ont commis une infraction relevant de l'acquisition, détention, port ou transport d'armes ou d'explosifs. Ces infractions représentent 4 % de l'ensemble des mis en cause qui n'ont pas commis d'infraction à la législation sur les stupéfiants (ILS).

Champ : France.

Source : SSMSI, bases des mis en cause de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

À l'inverse, les entraves au fonctionnement de la justice sont davantage le fait des mis en cause pour trafic (9 % contre 4 %). Pour les mis en cause pour usage comme pour trafic, il s'agit en majorité du refus de remettre aux autorités judiciaires le moyen de déverrouiller un appareil électronique ou de la fourniture d'une identité incorrecte. D'autres atteintes à l'autorité de la justice sont associées aux mis en cause pour usage ou trafic de stupéfiants. Il s'agit principalement de remises ou sorties irrégulières de correspondance, de somme d'argent ou d'objet de détenu.

D'autres groupes d'infractions touchent moins les mis en cause relatifs à la législation sur les stupéfiants que le reste des mis en cause, tels les actes portant atteinte ou visant à porter atteinte à la personne et les atteintes aux biens sans violence ni menace (respectivement 24 et 15 % contre 43 et 31 %). Ces infractions restent néanmoins davantage associées aux mis en cause pour usage que pour trafic de stupéfiants. En effet, 11 % des mis en cause pour usage de stupéfiants ayant des infractions associées ont aussi commis une infraction de vol sans violence (20 % des mis en cause hors ILS). De même, les violences sont moins répandues parmi les mis en cause pour usage ou trafic de stupéfiants que parmi les autres mis en cause (respectivement 14 % et 7 % contre 24 %). Les violences commises par les mis en cause pour usage sont le plus souvent sans incapacité comparées à celles commises par les mis en cause pour trafic. Les infractions de rébellion sont plus fréquemment retenues à l'encontre des mis en cause pour usage ou trafic de stupéfiants que pour les mis en cause hors ILS (respectivement 10 % et 8 % contre moins de 3 %).

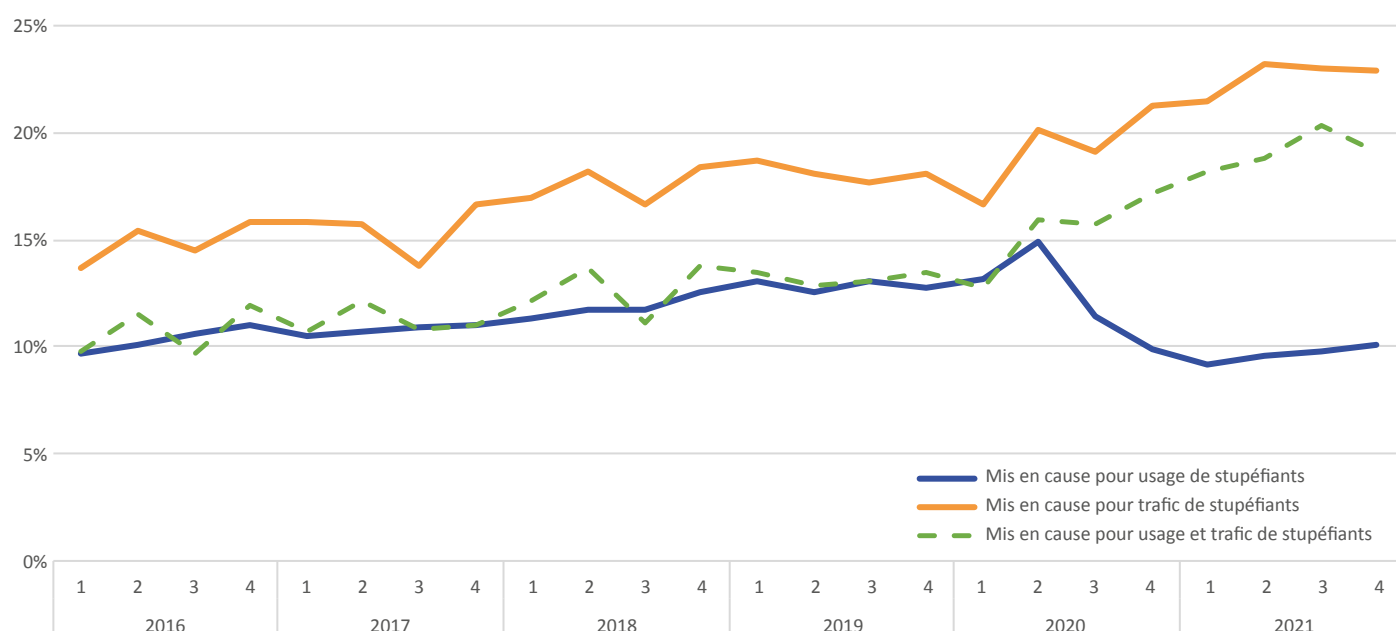
Sur la période 2016-2021, parmi les mis en cause relatifs à la législation sur les stupéfiants, 0,4 % sont également mis en cause pour des actes entraînant ou visant à entraîner la mort (homicides et tentatives d'homicides) : 0,9 % pour les mis en cause pour trafic et 0,2 % pour ceux pour usage. Ces actes représentent la même part que parmi les mis en cause n'ayant pas commis d'ILS. Le contexte des homicides n'est pas toujours identifiable de cette façon dans les données. Cette part pourrait donc sous-estimer le nombre d'homicides liés aux stupéfiants.

Baisse en 2021 des infractions associées pour l'usage, hausse pour le trafic

En 2021, les mis en cause pour usage de stupéfiants sont moins souvent mis en cause également pour d'autres infractions en dehors des ILS par rapport à 2020 (10 % en 2021 soit -2 points, *figure 2*). Cette baisse a lieu depuis septembre 2020 et la généralisation des amendes forfaitaires délictuelles (AFD) pour usage de stupéfiants (Fumat, 2022). En effet, l'AFD ne s'applique que si l'individu est mis en cause pour usage de stupéfiants uniquement et exclut donc les mis en cause avec des infractions associées. La mise en place des AFD conduirait donc les forces de sécurité à relever moins fréquemment des infractions associées envers les mis en cause pour usage de stupéfiants. Cette baisse est portée par l'ensemble des groupes d'infractions associées. Avant 2020, la part des mis en cause pour usage ayant une infraction associée était en augmentation (+3 points entre 2016 et 2019).

À l'inverse, en 2021, la part des mis en cause pour trafic de stupéfiants ayant commis d'autres infractions (hors ILS) augmente par rapport à 2020 (22 % en 2021 soit +3 points). Cette part ne cesse d'augmenter depuis 2016 (+8 points). Cette hausse est principalement due aux infractions d'entrave au fonctionnement de la justice, au blanchiment et aux infractions relatives à la législation sur les armes.

2 Évolution trimestrielle de la part des mis en cause pour des infractions liées aux stupéfiants ayant également commis une infraction hors ILS entre 2016 et 2021



Lecture : au dernier trimestre 2021, 10 % des mis en cause pour usage de stupéfiants étaient également mis en cause pour d'autres crimes ou délits hors infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS).

Champ : France.

Source : SSMSI, bases des mis en cause de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

Parmi les mis en cause pour des infractions relevant à la fois de l'usage et du trafic de stupéfiants, 14 % sont aussi mis en cause pour des infractions hors ILS. Cette part augmente depuis 2016 comme c'est le cas pour l'ensemble des mis en cause pour trafic ; elle n'a pas baissé à la suite de l'introduction des AFD.

Les mis en cause ayant des infractions associées : plus âgés pour le trafic et davantage d'étrangers pour l'usage

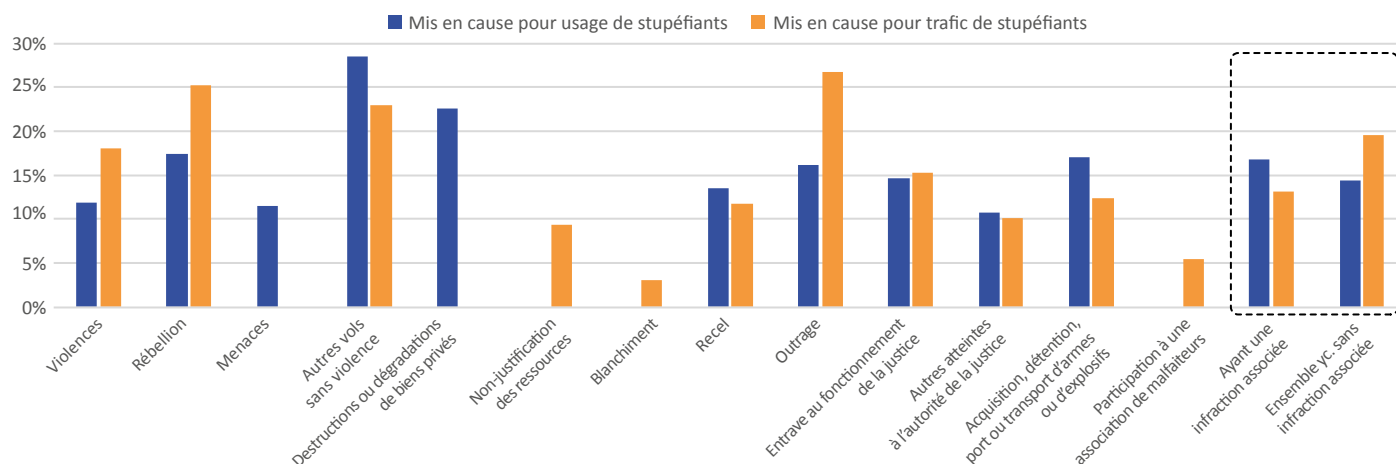
Les mis en cause pour trafic de stupéfiants ayant également commis d'autres infractions hors ILS sont en moyenne plus âgés que l'ensemble des mis en cause pour trafic. La part des mineurs est plus faible que dans l'ensemble (13 % contre 20 %, *figure 3*). La part des étrangers (16 %) et des hommes (90 %) est proche de celle observée sur l'ensemble des mis en cause pour trafic.

Les mis en cause pour trafic de stupéfiants également mis en cause pour participation à une association de malfaiteurs ou pour blanchiment sont plus âgés que les autres mis en cause pour trafic (respectivement 27 et 28 ans d'âge médian contre 22 ans, *voir figure complémentaire*). Les mis en cause de nationalité d'un pays d'Europe hors Union Européenne et d'Amérique sont surreprésentés parmi les infractions de blanchiment ou de participation à une association de malfaiteurs. Concernant les nationalités des pays d'Europe hors Union Européenne, il s'agit principalement des albanais en lien avec les groupes criminels de cet État qui figurent parmi les plus actifs en Europe, spécialisés dans le trafic international de stupéfiants, de vols en bande organisée et de proxénétisme (Gayraud, 2005).

Les outrages à personne dépositaire de l'autorité publique ainsi que les rébellions sont les infractions le plus souvent commises par des mineurs en comparaison avec l'ensemble des infractions associées aux mis en cause pour trafic de stupéfiants (respectivement 27 % et 25 % contre 13 %). Les mis en cause pour outrages ou violences sont proportionnellement un peu plus souvent de nationalité française que l'ensemble des mis en cause pour des infractions associées au trafic de stupéfiants (respectivement 88 et 87 % contre 84 %, *figure 4*).

D'un point de vue global, les mis en cause pour usage de stupéfiants ayant commis des infractions associées sont majoritairement de nationalité française. Ils comptent néanmoins proportionnellement plus d'étrangers que l'ensemble des mis en cause pour usage (17 % contre 10 %). Ce sont les nationalités de pays d'Afrique qui sont presque deux fois plus fréquentes que dans l'ensemble (12 % contre 7 %, *voir figure complémentaire*) et en particulier les mis en cause algériens, marocains et tunisiens (9 %). Les mineurs sont proportionnellement plus présents parmi les mis en cause pour usage avec des infractions associées (17 % contre 14 %). Les mis en cause restent majoritairement des hommes (93 %).

3 Part des mis en cause mineurs en fonction des groupes d'infractions associées aux mis en cause pour usage et trafic de stupéfiants



Lecture : les mineurs représentent 13 % des mis en cause pour trafic ayant commis une infraction associée tous groupes confondus et 20 % de l'ensemble des mis en cause pour trafic y compris ceux sans infraction associée.

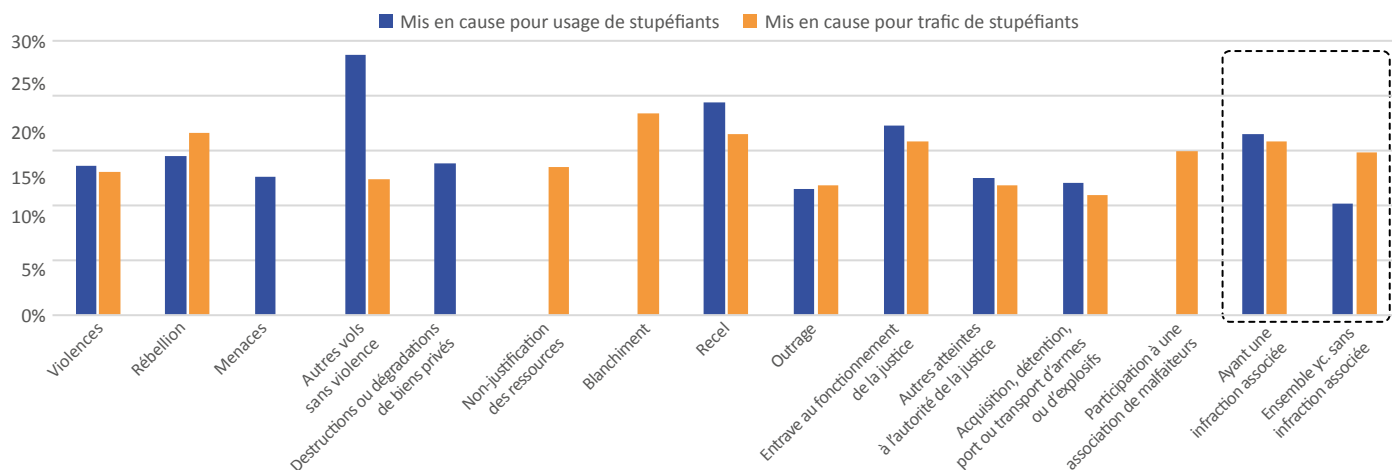
Champ : France.

Source : SSMSI, bases des mis en cause de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

Les mis en cause pour usage de stupéfiants ayant aussi commis des atteintes aux personnes telles que des violences ou des menaces sont plus âgés que l'ensemble des mis en cause pour usage de stupéfiants ayant des infractions associées (respectivement 26 et 27 ans d'âge médian contre 23 ans). Les mis en cause étrangers sont surreprésentés par rapport à l'ensemble des mis en cause avec une infraction associée avec un quart des mis en cause pour usage de stupéfiants et vols sans violence (24 %) et 15 % des mis en cause de nationalité algérienne, marocaine ou tunisienne. La surreprésentation de mineurs étrangers pour les vols sans violence est en lien avec l'existence de filières de criminalité organisée exploitant notamment des mineurs isolés. Les étrangers sont aussi surreprésentés parmi les mis en cause pour des infractions d'usage et de recel avec un mis en cause sur cinq (19 %) et 12 % des mis en cause sont de nationalité algérienne, marocaine ou tunisienne.

Les femmes mises en cause pour usage ou trafic de stupéfiants sont proportionnellement plus impliquées dans les atteintes à l'autorité de la justice (42 % de femmes), le blanchiment (13 %) et la participation à une association de malfaiteurs (11 %) que dans les autres infractions associées où leur part ne dépasse pas les 10 % (*voir figure complémentaire*). Concernant les atteintes à l'autorité de la justice,

4 Part des mis en cause étrangers en fonction des groupes d'infractions associées aux mis en cause pour usage et trafic de stupéfiants



Lecture : les étrangers représentent 17 % des mis en cause pour usage ayant commis une infraction associée tous groupes confondus et 10 % de l'ensemble des mis en cause pour usage y compris ceux sans infraction associée.

Champ : France.

Source : SSMSI, bases des mis en cause de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

le délit principal, en particulier pour les femmes, est la remise ou sortie irrégulière de correspondance, somme d'argent ou objet de détenu. Il peut s'agir d'échanges interdits qui ont lieu au parloir de la prison. Inversement, d'autres groupes d'infractions associées sont quasi exclusivement masculins tels les infractions concernant les armes, la rébellion ou le recel.

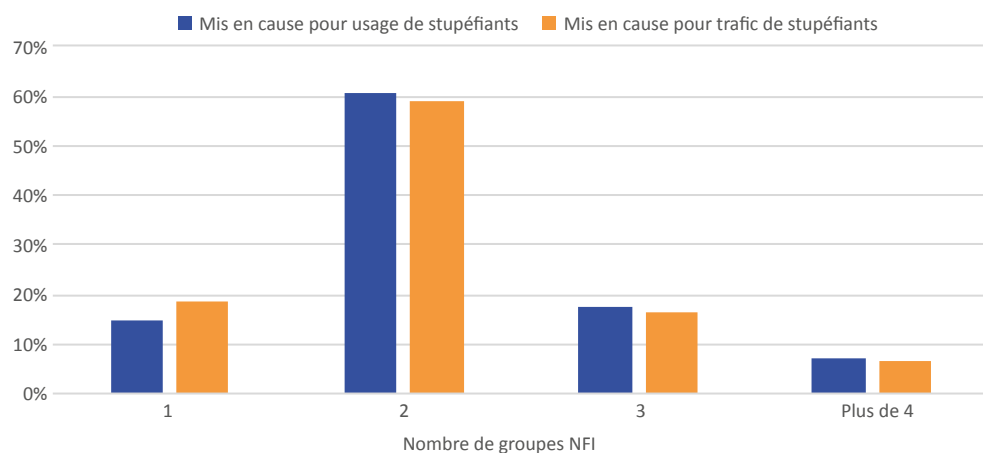
Les groupes d'infractions associées : participation à une association de malfaiteurs et blanchiment pour le trafic et outrage et rébellion pour l'usage

Les trois quarts des mis en cause ayant des infractions associées n'ont commis qu'une seule infraction en dehors des ILS (74 %). La part des mis en cause avec plusieurs infractions associées hors ILS augmente légèrement depuis 2017 (+3 points, 28 % en 2021). Cette répartition est similaire entre les mis en cause pour usage et pour trafic de stupéfiants. Parmi les mis en cause avec au moins deux infractions associées hors ILS, 85 % ont commis des infractions classées dans des groupes distincts de la nomenclature française des infractions (figure 5). Ils représentent donc 22 % de l'ensemble des mis en cause avec des infractions associées. Les mis en cause pour trafic sont un peu plus fréquemment associés à plusieurs infractions hors ILS que les mis en cause pour usage (respectivement 27 % et 25 %) mais ces infractions relèvent davantage du même groupe de la nomenclature française des infractions que celles des mis en cause pour usage.

Les mis en cause pour usage de stupéfiants ayant commis des infractions associées appartenant à plusieurs groupes de la nomenclature française des infractions commettent le plus souvent des atteintes à la personne avec des atteintes à l'ordre public ou avec des infractions à la législation sur les armes et les explosifs (voir figure complémentaire). Plus précisément, ce sont les infractions de rébellion et d'outrage à personne dépositaire de l'autorité publique qui sont le plus souvent combinées (8 % de l'ensemble des mis en cause ayant des infractions associées de plusieurs groupes de la nomenclature française des infractions), suivies des infractions de rébellion et de violences. Les infractions d'acquisition, détention, port ou transport d'armes ou d'explosifs sont commises avec des infractions de violence, de vol ou de recel, lorsqu'elles sont associées à des infractions de natures différentes (3 % dans chacun des cas).

Pour les mis en cause pour trafic de stupéfiants ayant commis des infractions de natures différentes, ces crimes ou délits mêlent souvent des infractions liées à la participation à une association de malfaiteurs avec des infractions de blanchiment (10 %), ou de recel dans une moindre mesure (3 %), ou des infractions relatives à la législation sur les armes et les explosifs (5 %).

5 Répartition des mis en cause ayant plusieurs infractions associées en fonction du nombre de groupes d'infractions (NFI) différents de leurs infractions associées



Lecture : pour 59 % des mis en cause pour trafic de stupéfiants ayant au moins deux infractions associées, ces infractions associées appartiennent à deux groupes distincts de la nomenclature française des infractions (NFI).

Champ : France.

Source : SSMSI, bases des mis en cause de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie de 2016 à 2021.

Encadré 1 - Sources et méthodes

Dans le cadre de leur activité judiciaire, les forces de sécurité (services de police et unités de gendarmerie) sont amenées à rédiger des procédures relatives à des infractions avant de les transmettre à l'autorité judiciaire, susceptible de les requalifier par la suite. Ces infractions ont pu être constatées suite à une plainte, à un signalement, à un témoignage, à un délit flagrant, une dénonciation ou encore sur l'initiative des forces de sécurité. Concernant les infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS), l'enquête est généralement ouverte à l'initiative des services.

Le champ de cette publication regroupe les crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie nationales, élucidés entre 2016 et 2021 et commis en France (métropole et DROM). La date d'élucidation correspond à la date à laquelle le mis en cause a été entendu dans les données de la police et à la date de clôture de la procédure dans les données de la gendarmerie. La disponibilité depuis 2016 des natures d'infraction dans les données enregistrées permet de regrouper les infractions selon la nomenclature française des infractions (NFI). Cette nomenclature a été réalisée à partir de la Classification internationale des infractions à des fins statistiques (ICCS : International Classification of Crime for Statistical Purposes) construite par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en 2015 et adaptée au contexte français. Les infractions à la législation sur les stupéfiants (ILS) sont définies à partir de la NFI (Gerbeaux, 2021). Les amendes forfaitaires délictuelles pour usage de stupéfiants sont incluses dans le champ de l'usage de stupéfiants. Toutefois, seuls les individus n'ayant commis qu'une infraction d'usage y sont éligibles, ce qui signifie qu'ils ne sont pas concernés par les infractions associées. Les infractions associées des mis en cause relatifs à la législation sur les stupéfiants sont regroupées selon les différents postes de la NFI.

Les mis en cause pour usage sont les mis en cause avec au moins une infraction d'usage de stupéfiants et ceux pour trafic avec au moins une infraction de trafic. Un individu mis en cause à la fois sur des infractions d'usage et de trafic de stupéfiants sera inclus dans ces deux catégories.

Pour en savoir plus

- Gayraud, J. F. (2005). Le monde des mafias : géopolitique du crime organisé.
- Fumat V. et al (2022), [Amendes forfaitaires délictuelles pour usage de stupéfiants : premiers éléments d'évaluation](#), Document de travail n°2, SSMSI
- Gerbeaux, A. (2021), [Infractions à la législation sur les stupéfiants : premier état des lieux statistique](#), Interstats Analyse n° 38, SSMSI
- Insee (2021), *Sécurité et société*, Insee Références



Retrouver les données des tableaux
et des graphiques associés à cette étude sur :
www.interieur.gouv.fr/interstats/Actualites



SSMSI : place Beauvau 75008 Paris

Directrice de la publication :

Christine Gonzalez-Demichel

Rédactrice en chef : Mathilde Poulhes

Auteur : Alexis Gerbeaux

Conception : ndbd

ISSN 2495-5051

Visitez notre site internet

www.interieur.gouv.fr/Interstats

Suivez-nous sur

- Twitter [@Interieur_stats](#)
- LinkedIn [SSMSI](#)

Contact presse :

ssmsi-communication@interieur.gouv.fr